

10 juin 2026 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Réception des groupes d'engagement du G7 au Palais de l'Élysée.

Samira IBRAHIM

Dans quelques jours, vous accueillerez, Monsieur le Président, à Évian-les-Bains, le Sommet des chefs d'État et de gouvernement. Deux G7 à votre actif. Bravo. Mais le G7 ne se résume pas à ces 3 jours de rencontres au plus haut niveau. Depuis le début de l'année, 13 groupes d'engagement participent activement à la préparation de ce rendez-vous majeur. Ils réunissent des membres de la société civile, des acteurs non étatiques issus notamment du monde économique et des organisations syndicales.

Ils associent également des fondations, des chercheurs, des représentants de la jeunesse et des collectivités territoriales. Alors, ils sont bénévoles, farouchement passionnés, vous le verrez, et leur mission est de croiser les expériences de terrain, faire émerger des analyses et formuler des recommandations dans un contexte international particulièrement tendu et troublé. Monsieur le Président de la République, Emmanuel Macron, vous avez tenu, ce soir, à les remercier et à les honorer. Alors, ces groupes d'engagement sont ici présents et vous allez pouvoir découvrir huit de leurs représentants, ici, sur scène, et ils vont pouvoir expliquer leurs travaux, démontrer aussi et parler de leurs recommandations, les recommandations qu'ils souhaitent porter durant le Sommet d'Évian.

Cette restitution s'articulera autour de deux tables rondes. La première sera consacrée à la croissance et à la prospérité partagées, et la seconde, aux grands défis mondiaux et à la résilience des démocraties. Mais avant d'accueillir la première table ronde et les premiers panélistes, je vous demanderai, Monsieur le Président, de faire un mot d'introduction pour les féliciter et les remercier.

Emmanuel MACRON

Merci à toutes et à tous. Je salue la ministre, nos parlementaires, les maires, les présidents d'universités, d'organismes, et puis évidemment les représentants des événements labellisés des groupes d'engagement et tous les soutiens.

Je voulais en effet qu'on puisse se retrouver et échanger. D'abord, pour que vous puissiez présenter, comme ça a été dit, les groupes d'engagement qui se sont réunis. Et au fond, peut-être vous dire quelques mots de ce G7 et de pourquoi ce moment est important à mes yeux. Ça fait quelques années maintenant qu'on a un multilatéralisme qui est bousculé. Je parle en étant peut-être litotique. Et donc, depuis le début, ce qu'on a essayé de faire dans plusieurs domaines, le climat, la santé, je dirais de manière plus large, c'est d'avoir une approche où, au fond, toutes les parties prenantes étaient associées pour essayer de continuer à maintenir la dynamique ou faire avancer les choses. Parce que parfois, même quand les gouvernements sont bloqués, on va y revenir sans doute tout au long de cette soirée, parce qu'on a dans ce G7 des difficultés parfois de convergence sur certains thèmes, ce n'est pas un grand hasard, sur la santé, le climat, le genre, la discussion est peut-être moins spontanée ou convergente ou naturellement convergente qu'elle ne l'était il y a quelques années.

À ce moment-là, l'approche par des groupes d'engagement permet d'avancer et d'éviter de reculer, si je puis dire. Et ça, c'est important. Donc pour moi, ce que vous représentez, les actions que vous portez, que vous avez portées et que vous allez porter, sont extrêmement importantes dans ce multilatéralisme efficace auquel nous croyons et qui suppose de faire en permanence de la guerre de mouvement et d'engager des partenaires dans tous les domaines du jeu. Et donc d'avoir les partenaires sociaux, les entreprises, le monde associatif, les académiques, les collectivités territoriales, c'est une manière aussi de continuer à innover et à faire améliorer les choses dans les différents domaines du jeu, et on va y revenir à travers les deux sessions.

Ensuite, ce G7, il y a aussi des formations ministérielles qui ont permis d'avancer, il a aussi consolidé des résultats qui n'étaient pas forcément attendus. Je dis ça aussi comme source d'espérance. Sur les questions de santé, par exemple, on a quand même consolidé, sur la question du cancer, de la recherche, et on est en train de finaliser les textes. Mais des éléments de partage de données qui semblent consensuels et qui sont bons, on est en train d'essayer de consolider sur Ebola et la vaccination aussi. Moi, j'étais très heureux de ce qui a été fait, et vous allez sans doute y revenir sur le plan universitaire, et là, avec des vraies convergences à 7, ce qui n'avait pas toujours été le cas certaines années. Et donc, ce sont des sources d'espoir.

Après, pour vous dire, juste en deux mots, avant qu'on commence, comment ça va être organisé. Donc ça commencera à Évian lundi soir. Il y aura d'abord un moment de retraite des 7 dirigeants pour couvrir sans salle d'écoute, sans rien, les grandes thématiques de crises internationales. On aura ensuite le mardi matin une discussion sur l'Ukraine avec le président Zelensky. Et ça, c'est très important pour nous parce qu'il faut recréer de la convergence en G7 en soutien à l'Ukraine sur les différents aspects, évidemment, de la guerre, du soutien, des négociations et dans la durée. On aura ensuite une séance de travail où on associera au G7 l'Égypte, l'Arabie saoudite, le Qatar et les Émirats arabes unis pour parler de la guerre, de la question à la fois d'Ormuz, des négociations sur l'Iran et de l'énergie avec un vrai impact pour nos économies. Donc c'est très important justement de trouver des voies et moyens de coopération.

On aura ensuite une session de travail sur le partenariat Nord-Sud. Ça, vous y avez beaucoup travaillé. Et c'est vraiment le mardi après-midi qu'on va consolider le travail sur ce domaine-là et les instruments, justement, et j'espère la convergence entre les pays du G7. Et on va associer à cette session, outre le FMI, la Banque mondiale et la Banque africaine de développement, des partenaires avec lesquels on a construit cet agenda. Et qui sont tout particulièrement la Corée du Sud, l'Inde, le Kenya, qui va rapporter pour le continent africain, parce qu'on a co-présidé ensemble le sommet Africa Forward, et le Brésil. Et on a assez peu de pays, je dirais, partenaires de ce G7+, à dessein, parce qu'on a voulu garder une unité, mais on les a embarqués sur toutes les conclusions.

Et enfin, on aura deux sessions le dernier jour. L'une sur les déséquilibres mondiaux, la question de la croissance. Il y a eu tout le travail qui a été fait en amont par des experts et qui a déjà été largement évoqué avec l'ensemble des parties prenantes, qui a fait l'objet d'un gros travail des ministres de l'Économie et des Finances. Et qui va donner lieu demain à 14 heures, à une session de ce qu'on a appelé le sommet des convergences, où on va parler en G7 avec aussi la Chine en particulier qui sera invitée en plus de cette outreach, donc ça, ce sera demain, pour préparer la session de mercredi prochain qui sera sur ces déséquilibres.

Et enfin, on aura une discussion avec des entreprises de la tech, membres du G7, donc américaines et autres membres du G7, pour parler à la fois de notre agenda de protection et de régulation, et pour parler des questions de souveraineté, de sécurité, de cybersécurité liées au numérique.

Voilà, je ne veux pas être plus long, mais c'est pour que vous ayez un peu les grandes thématiques et comment va se passer ce mai, qui n'épuise pas la totalité des thèmes du G7, puisqu'il y a dans les filières ministérielles beaucoup d'autres thèmes qui ont avancé, et on a aussi 7 déclarations, je pourrais y revenir, qui vont être adoptées en parallèle. Je m'arrête là.

Samira IBRAHIM

Un Sommet riche et dense, mais comme cette soirée qui nous attend avec deux tables rondes, je vais demander à nos panélistes de nous rejoindre. Madame Bathylle Missika, Madame Veronica Nilsson, Madame Véronique Torner et Monsieur Sébastien Treyer. On va commencer très rapidement. On va rentrer dans le vif du sujet parce qu'il faut tenir les temps. Vous avez vraiment trois, quatre minutes chrono pour nous parler de vos recommandations, de vos propositions, de votre action et de votre travail.

Alors, cette première table ronde sera autour de la croissance et la prospérité partagées. Et nous commençons par vous, Bathylle Missika. Vous êtes vraiment très engagée et passionnée, évidemment, comme toutes les personnes que vous allez voir et entendre ce soir. D'abord, vous êtes cheffe de la division Réseau, partenariat au centre de développement de l'OCDE. L'OCDE, qui est l'Organisation de coopération et de développement économique. Je préfère le dire parce que j'aimerais aussi saluer des lycéens qui sont avec nous ce soir, qui font partie du réseau Erasmus, et saluer leurs professeurs, parce que grâce à eux, ils sont ici, ils ont fait des vidéos. Donc merci beaucoup.

Je reviens à vous, Bathylle. Vous êtes aussi secrétaire générale du Pacte de Paris pour la prospérité, les peuples et la planète. Enfin, vous pilotez les travaux de Fondation 7, donc le F7, et vous avez énormément de choses à nous dire à ce sujet. Vous voulez nous parler de philanthropie. Allez-y, je vous en prie. La parole est à vous.

Bathylle MISSIKA

Merci infiniment. Alors nous sommes un nouveau groupe, le F7.

Si vous me permettez, je vais commencer par une citation de Mike Tyson, parce que je me disais qu'elle était assez à propos. « Everyone has a plan until you get punched in the face. » C'est exactement à ce moment qu'on se trouve. Quel est le contexte ?

« Nous avons tous un plan jusqu'à se prendre un gros coup de gant dans la figure. » Ensuite, on se dit : « bon, et maintenant quoi ? » Et donc : maintenant quoi ? Maintenant, il y a une baisse de l'aide publique au développement, une crise de la dette qui est amplifiée par la crise énergétique et la guerre avec l'Iran. On est donc dans un moment critique. Comment est-ce qu'on répond à cela ? En essayant de défragmenter et d'amener la philanthropie autour de la table à un moment où les finances d'une part, et aussi les partenariats innovants, d'autre part, sont critiques.

C'est une nécessité. Cette nécessité est reflétée dans le deuxième pilier de la présidence française du G7 sur les partenariats. Donc l'approche partenariale, c'est maintenant la philanthropie qui est à la table.

Lorsqu'on nous a demandé, donc le réseau des fondations qui travaillent pour le développement, dont nous avons la responsabilité, de prendre la tête de ce groupe, nous avons demandé quelque chose qui nous a été accordé et qui est absolument incroyable. Qui était : on ne veut pas juste se parler entre nous et ensuite vous remettre un rapport. On veut mélanger les tribus. Là, si on veut parler de finances innovantes, il faut pouvoir mettre les fondations avec les banques de développement. Nous travaillons très étroitement avec FiCS, avec les gouvernements. Qu'est-ce que c'est ? On appelle ça le blended finance, la finance mixte.

Ce groupe de fondations va donc essayer d'amener aussi d'autres fondations. Nous avons des fondations du Nord, du Sud. NetForward est un réseau qui est connecté aussi à d'autres réseaux, avec des fondations saoudiennes, des Émirats, du Brésil, mais aussi françaises, américaines, qui ne sont pas que basées au Nord. Elles avaient une vraie demande par rapport à nous de dire : 1) on voudrait être à la table parce qu'on n'est pas qu'un chéquier et 2) on aimerait comprendre comment justement est-ce qu'on fait ces Development Impact Bonds. Pardon pour mes anglicismes. Comment est-ce qu'on fait de la finance innovante, comment est-ce qu'on vient partager le risque avec les autres acteurs ? Au G7 Développement, à la ministérielle, le 30 avril, nous avons eu une première séance qui a lancé ces travaux et cette communauté de pratique. Pour la première fois, ces tribus travaillent et se parlent ensemble. Elles ne mangent pas la même chose au petit-déjeuner, elles ne parlent pas la même langue. Ce manuel va être un livrable de la présidence française du G7, donc à destination des fondations, sur comment est-ce qu'on fait de la finance innovante.

Mais en parallèle, nous avons aussi une déclaration signée par, pour l'instant, 26 fondations, qui est toujours d'actualité, puisque la présidence est en cours, qui propose comment la philanthropie peut relever ce défi et venir aider, notamment dans l'architecture du financement de la philanthropie. La philanthropie, ça représente à peu près 10 % de l'aide publique au développement sur nos chiffres de l'OCDE, mais c'est en croissance et c'est un chiffre qui est sous-estimé.

Pourquoi ? Parce que quand on regarde l'aide publique au développement, il y a beaucoup de ces fonds qui ne vont pas directement, qui sont des coûts associés, des coûts de fonctionnement. La philanthropie, il nous manque beaucoup de données. Donc on est plutôt sur 15-20 %. Si vous imaginez les différentes parts de contributions de financement pour le développement, ça commence à être une partie intéressante. Nous, on se dit donc : comment est-ce que ces acteurs de la philanthropie vont venir faire partie de cet écosystème qui s'intéresse aussi bien aux politiques, mais aussi à comment on s'insère dans l'architecture du financement.

Alors nous avons commencé une série de travaux à la fois techniques sur la finance innovante avec les banques publiques de développement, les institutions financières internationales et les gouvernements, mais aussi une série thématique au moment de grands sommets, au moment de l'Assemblée générale de l'ONU, au moment des réunions annuelles de la Banque mondiale, autour de finances innovantes pour le climat, ou pour le climat en Asie, finances innovantes autour de l'éducation, pour que les philanthropes de l'éducation puissent parler aussi avec ces acteurs, à la fois publics, privés. Il y a un nouveau mot à la mode, c'est le 4P, mais c'est un autre 4P, c'est le partenariat public-privé-philanthropique. Et ça paraît simple, mais ils sont compliqués à mettre en œuvre.

Pour conclure, mes messages pour Évian seraient : l'innovation partenariale est essentielle et on ne peut plus se permettre d'avoir une fragmentation entre les groupes d'acteurs. Il faut mettre toutes les tribus autour de la table. Ça c'est une première chose et nous saluons cette innovation. C'est la première fois que ce groupe existe. Nous espérons aussi qu'il sera repris par la présidence britannique du G20 et nous y travaillons activement.

Nous comptons aussi sur vous, Monsieur le Président, pour leur souffler à l'oreille que cette innovation française va avoir longue vie.

En parallèle, ce groupe, cette communauté de pratiques, va survivre bien au-delà de la présidence française du G7 parce que là, maintenant, elle est lancée et qu'elle a besoin de continuer à exister si on veut libérer plus de finances innovantes, si on veut mettre les fondations au cœur du réacteur dans les ambitions de cette présidence.

Je vous remercie infiniment.

Merci de nous avoir accordé cette confiance au groupe des fondations.

Samira IBRAHIM

Merci, Bathylle. Donc, un guide pratique pour la philanthropie, vous la rendez très sexy, finalement, et très abordable. Et pour parler de ce partenariat et le fait de travailler ensemble, justement, je donne la parole à Madame Veronica Nilsson. Vous-même, vous êtes donc à la tête du L7, du Labour 7, et vous avez travaillé conjointement avec le B7, le Business 7, un partenariat exigeant, mais un partenariat réussi. Puisque, vous, vos recommandations sont plutôt d'amener le G7 à intégrer, en tout cas, une dimension sociale à la mondialisation. Expliquez-nous tout ça. Avant, je voudrais juste dire que vous êtes secrétaire générale de TUAC, la commission syndicale consultative auprès de l'OCDE, et donc vous êtes à la tête du L7. Je vous en prie.

Veronica NILSSON

Merci beaucoup, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs. Je représente les organisations syndicales dans l'ensemble des G7, et notamment les organisations hautes en France, alors c'est la CFTD, la CGT, Force ouvrière, CFE-CGC et l'UNSA. Depuis 1977, nous travaillons pour porter les priorités concrètes du monde du travail dans l'enceinte du G7 : le salaire, le travail décent, les conditions de travail, la démocratie au travail, etc.

Je voudrais commencer par rappeler l'esprit de Rambouillet. Parce qu'à ce moment-là, le gouvernement de G7 avait décidé de promouvoir une société ouverte, démocratique, profondément attachée à la liberté individuelle et au progrès social. Je trouve qu'aujourd'hui, c'est encore plus important qu'il y a 51 ans. Le message du L7 est clair. Pour répondre aux déséquilibres mondiaux, il faut prendre en compte la dimension sociale de la mondialisation. Il faut mettre fin aux violations des droits fondamentaux au travail, le travail des enfants, le travail forcé, le droit des négociations collectives et la liberté syndicale.

C'est ces violations-là qui contribuent aux déséquilibres géoéconomiques et les avantages économiques induits. La Confédération syndicale internationale, la CSI, a récemment publié leur indice des droits dans le monde, et ça montre que c'est pire que jamais. Même dans d'autres coins du monde, en Europe et en Amérique, ils ont enregistré la pire note depuis la création de cet indice. Donc c'est très, très préoccupant. C'est en vue de ce développement que nous avons été invités, ensemble avec le B7, par la filière emploi, pour travailler ensemble sur un des livrables. C'était bien difficile, mais nous avons réussi à nous mettre d'accord sur une proposition concrète pour défendre le level playing field et pour lutter contre la concurrence déloyale. Nous avons présenté cette proposition hier à Genève, quand il y avait la réunion ministérielle ou la réunion des ministres d'emploi du G7, et on a eu l'occasion de participer.

Je dois dire, parce que Monsieur le Président a dit tout à l'heure qu'il faut éviter de reculer. Eh oui, mais on a même fait du progrès hier. Je trouve que les ministres du Travail, ils ont fait du progrès. Pas autant qu'on aurait souhaité comme L7, mais quand même, il y a du progrès. Il faut le reconnaître parce que c'est vraiment très important. On a aussi réussi à dépasser nos divergences avec le B7, justement, pour arriver à ce papier avec nos propositions.

Donc, ce qu'on propose, c'est d'abord, je trouve que c'est quand même une vision. Qu'est-ce que ça veut dire, « level playing field » ? Mais aussi de dessiner un chemin pour mettre fin à la course au moins disant social en s'appuyant sur deux leviers. Le premier levier, c'est les politiques commerciales. Il faut renforcer la place des normes sociales dans le commerce, dans les accords commerciaux pour lutter contre les excédents commerciaux fondés sur les modèles d'exploitation. Le deuxième levier, c'est les politiques de développement. Nous proposons de mettre en place une plateforme pour promouvoir des salaires minimums vitaux. C'est un sujet dont l'OIT a déjà travaillé. Ils ont adopté ou approuvé une méthodologie à l'échelle internationale justement pour calculer ce salaire. Nous souhaitons, bien sûr, que nos propositions soient reprises pendant le sommet. Je trouve aussi, je voulais aussi dire avant de finir, que le dialogue social, c'est vraiment un pilier de la démocratie. C'est un levier indispensable pour assurer l'équation sociale et un développement économique inclusif. Nous, L7, nous serions, et ensemble, je suis sûre, avec B7, nous serions heureux de porter nos propositions conjointes au sommet. Je trouve que ça serait un signal d'attachement au dialogue et à la démocratie sociale très forte. Merci beaucoup.

Emmanuel MACRON

Oui, merci beaucoup. D'abord peut-être dire qu'il y a eu des déclarations qui ont été adoptées, des positions dans les ministériels, ça a été dit, on aura normalement 7 déclarations qu'on va finaliser, et il y aura sans doute en plus de ça des textes de manière ad hoc qu'on va adopter sur certaines sessions. Mais si le G7 leader est un momentum, ce n'est pas la fin du G7 français, et on veut aussi créer, j'y reviendrai, d'autres occasions de faire avancer cet agenda.

Là, l'idée, c'est de faire un moment de convergence ou d'avancer sur des points clés, mais on a aussi la volonté de poursuivre dans le deuxième semestre. Au fond, d'abord, ce qui a été dit, je m'y retrouve beaucoup, et je veux vous remercier pour les travaux qui ont été faits par vos 4, même 5, avec le B7, formations. Sur ce que vous avez dit d'abord sur les philanthropies et le nouveau deal, en quelque sorte, qui doit y avoir dans le financement international, ça rejoint un des points que vous avez faits et qui rejoint d'ailleurs Finances en commun. Et l'AFD et Rémy Rioux en particulier, toutes ces dernières années, ont vraiment contribué à faire pivoter tout ça, y compris sur le plan conceptuel. Ça vient après plusieurs années d'efforts où la France a porté en 2021 le sommet sur le financement des économies africaines, en 2023, le fameux 4P, donc le pacte pour la prospérité des peuples et de la planète, dont vous assurez le secrétariat général et qui s'est adossé à l'OCDE, et maintenant ce G7. Et au fond, toute notre philosophie, ça a été aussi de dire qu'il faut sortir d'abord d'une approche de l'aide publique au développement, qui était un peu toujours unilatérale, pour cette approche d'investissement solidaire, où d'abord on co-définit un agenda et où on mobilise beaucoup plus de l'argent public et privé.

Cette approche-là, on l'a, je dirais, conceptualisée et pensée avant le choc du retrait américain dans beaucoup de politiques et aussi de la diminution des chiffres d'APD dans beaucoup de pays. Et je pense que ce changement de philosophie est très important parce que d'abord, un, c'est ce que demandent beaucoup de pays du Sud. Ils ne veulent plus de politique d'aide publique au développement. Ils veulent des investissements qui sont co-décidés. Ils veulent aussi limiter l'effet d'éviction où l'argent public va venir sur des projets où ils pourraient attirer de l'argent privé. Et ça, c'est un point qui est clé dans notre agenda et dans ce qu'on est en train de faire. Donc on change de philosophie, on change d'approche. Et en effet, c'est le grand apport de finances en commun, de 4P, c'est-à-dire qu'on met autour de la table, ou de ce que dirige Laurence qui est là aussi et qui a été les One Planet Summit sur les fonds souverains, les asset managers et autres, c'est de se dire, on a des grands objectifs et on met autour de la table tous les financeurs, c'est-à-dire les gouvernements, les institutions financières, les banques multis, les banques régionales, les banques de développement, les philanthropies, le secteur privé.

On définit des objectifs en commun, et on regarde là où ça doit être de l'argent public, là où on peut trouver des effets de levier pour améliorer l'efficacité de l'argent qu'on met, et on développe des programmes ensemble. Ça, c'est vraiment fondamental, et je suis très content de cette déclaration des fondations, parce que ça rejoint ce que vous disiez, c'est une approche qui, je crois, est beaucoup plus efficace, et de toute façon, on n'a pas le choix, parce que le punch, on l'a pris.

Donc on doit aller dans ce sens. Et je pense qu'on peut vraiment avoir des résultats. Au demeurant, c'est ce qu'on a commencé vraiment à décliner au sommet Africa Forward à Nairobi, avec aussi un changement de logiciel là-dessus qui est très profond. Et je pense que sur les questions à la fois de climat, de résilience, parce que ce que vous évoquiez en creux, ça a été tout l'agenda dit de Bridgetown aussi, où beaucoup de pays à revenus intermédiaires disaient « nous, on n'est plus assurés, on n'a pas droit à l'APD ou à des aides telles qu'elles sont fléchées. Quand on a des grosses catastrophes naturelles, on se retrouve pris au milieu de nulle part ». Il faut mobiliser des financements qui sont structurés différemment. On avance sur la méthodologie, on aura un point de rendez-vous dans le partenariat Nord-Sud.

Il y a un point peut-être que je veux souligner. Donc tout ça, pour moi, on va le consolider, mais au deuxième semestre, on aura un point aussi de rendez-vous où on veut cristalliser un peu ce sujet des fondations pour essayer de la voir en dur sur le G20 américain et l'année prochaine sur le G7 britannique. Mais au-delà de ça, ce qu'on voudrait essayer de faire de manière très concrète à court terme, c'est, dans cet esprit, pour le continent africain, d'avoir un mécanisme qui prenne mieux en compte le risque et un mécanisme de garantie qui fonctionne enfin. Parce que ça fait des années, au fond, ça fait 5 ans qu'on est en train de travailler sur comment le secteur privé et les philanthropies peuvent davantage aller sur des économies de pays en développement, parfois de pays à revenus intermédiaires, en tout cas le continent africain.

On voit bien qu'on a une limite avec nos instruments actuels. D'abord, il y a une baisse de beaucoup de ces instruments publics et des dons. Et on a beaucoup de pays du continent qui ont des très mauvais ratings, voire pas de ratings, et qui sont donc exclus même de certains mécanismes de la Banque mondiale. Je rappelle que la dernière réforme de la Banque mondiale nous met jusqu'à B minus. Donc il y a une quinzaine de pays qui sont dedans, mais il y en a des dizaines qui sont en dehors. Et tout le travail qui a été fait par les équipes, les ministères, qui a beaucoup avancé à Nairobi et qu'on va essayer de cristalliser là, c'est de dire : on a un instrument qui existe, africain, qui s'appelle ATD, qui permet justement de prendre des premières pertes sur les investissements, qui est articulé d'ailleurs avec les mécanismes et la fondation qui est présente aussi au sein de la Banque mondiale et qui permet de les financer. Et au fond, 1) on veut que les Africains et les pays du G7 adhèrent à ce mécanisme, les financent et puissent apporter des financements appelables pour activer ces mécanismes de garantie.

Parce que si on a ça, on va déclencher des mécanismes d'investissement du secteur privé dans des pays aujourd'hui qui sont complètement sortis de ces derniers. Et on va permettre beaucoup plus d'efficacité aussi à l'ensemble des banques de développement. Je ne veux pas être plus technique et être trop long, mais ça, c'est un point-clé.

Donc, la place des philanthropies et, en effet, ce financement mixte, pour ne pas faire d'anglicisme, public-privé avec tous les acteurs, et consolider la dynamique Finances en commun et 4P. Et à côté de ça, vraiment le sujet garanti pour le continent africain, qui, pour moi, est un des objectifs importants de la partie partenariat Nord-Sud de ce G7 d'Évian.

Vous avez eu raison de dire qu'il y avait eu des avancées hier. Ce matin, d'ailleurs, le ministre en a rendu compte en Conseil des ministres. Et je pense que c'est important de montrer qu'on avance sur cet agenda du dialogue social que vous avez évoqué. L'esprit de Rambouillet que vous avez rappelé, c'est celui dans lequel on croit et qu'on défend. Néanmoins, on ne peut pas ne pas voir que l'Europe est de plus en plus isolée à défendre ce modèle qui est un modèle qui tient le progrès technologique, le progrès social et le progrès climatique ensemble. Et que nous, on considère que c'est un tout et qu'on doit gagner de la compétitivité, mais qu'on ne peut pas le faire aux dépens de ce qu'on a acquis d'un point de vue social et de ce qu'on est en train d'améliorer d'un point de vue environnemental.

C'est ce triptyque, pour moi, qu'il faut réussir à tenir, et j'en rajoute toujours un objectif, qui est celui aussi de la souveraineté ou de l'indépendance. Mais ce n'est pas du tout une équation qui est impossible. Simplement, elle suppose de mettre de l'investissement, des stratégies de moyen-long terme et d'engager tous les acteurs sur ces stratégies. C'est ce que fait l'Europe. C'est ce que fait aussi le Japon avec ses propres termes de l'équation, mais il y a des convergences possibles, et on l'a bien vu, d'ailleurs, dans le L7, et c'est là où on a besoin de reconverger avec les États-Unis. Les discussions ont été tout à fait bonnes au niveau des ministres.

Je pense que vous avez souligné un point que je voulais ici relever, c'est la cohérence des politiques commerciales que nous devons avoir. Et dans les institutions dites de Genève, on a vraiment, pour moi, le lieu de ces politiques, c'est-à-dire que c'est vraiment la cohérence entre ce qu'on fait à l'Organisation internationale du travail et à l'Organisation mondiale du commerce qu'on a les leviers pour mettre en acte beaucoup de cet agenda. Et aussi pour qu'à l'OMC, nos règles puissent prendre en compte tout le progrès environnemental qu'on pousse.

C'est pour ça qu'au deuxième semestre, on va essayer de monter à Genève un événement avec OIT et OMC qu'on va labelliser en présidence française du G7, où on va pousser cet agenda, justement, d'avoir des politiques commerciales qui intègrent pleinement nos objectifs sociaux et environnementaux. Et vous l'avez très bien dit, je pense que c'est un débat qui est en train de s'imposer sur, évidemment, les questions d'IA, mais qui est beaucoup plus large et qui est le seul qui va pouvoir nous permettre de continuer à monter nos standards et à engager tout le monde dans ces standards plutôt que de nous tirer vers le bas.

Sur la technologie et le TECH7 que vous avez évoqués, ce qui a été fait aussi avec le B7, je voulais ici dire que ce sera au cœur, et ça rejoint d'ailleurs ce que disait Monsieur aussi sur le T7, c'est qu'au fond, on a dans ces objectifs du G7, votre triptyque, je m'y retrouve bien : compétitivité, résilience, responsabilité.

Compétitivité, c'est celui qu'on pousse au niveau européen, on voit à peu près l'agenda. On n'a pas les mêmes réponses en termes de compétitivité avec les États-Unis. On a un agenda de simplification, mais pas de dérégulation massive au même niveau que les Américains dans tous les domaines, parce qu'en particulier, on veut, nous, garder le Green Deal en étant compétitifs. Et je pense qu'on a raison, par ailleurs, parce que nous, Européens, il se trouve que nous ne sommes pas producteurs d'hydrocarbures fossiles. Donc, on n'a aucun intérêt, si on voulait en plus être compétitifs, à renoncer à nos objectifs climatiques. On a à les resynchroniser, on a à simplifier les chemins, mais il faut toujours garder en tête que nous, on veut bâtir notre compétitivité, nos objectifs climatiques, notre résilience, et c'est tout à fait faisable. C'est ce qu'on est en train d'avancer, il faut simplement avoir aussi des mécanismes d'investissement et de protection qui vont avec.

Et au fond, derrière ça, je dirais qu'il y a pour moi 3 éléments importants : résilience, responsabilité et coopération, ce qu'a cité Monsieur à la fin, et c'est un peu ça qu'on va essayer de pousser à Évian.

La résilience, c'est un point clé où, là, le G7, je dirais, a des vraies convergences. La clé, c'est d'avoir une politique de résilience au niveau du G7 qui ne soit pas anti-chinoise, vous l'avez très bien dit. Parce qu'on n'a pas besoin de cette confrontation. On a besoin de, pardon de l'anglicisme aussi, mais de se dérisquer, c'est-à-dire de réduire nos sur-dépendances. Mais être résilient, ça veut dire ne pas avoir des sur-dépendances en matière de terres rares, de minerais critiques ou sur des éléments de la chaîne de valeur. Ça fait partie des déséquilibres mondiaux qui ont été très bien pointés. Donc en G7, on a un intérêt à ce que les principales économies vivant dans des États de droit et des systèmes politiques libéraux coopèrent pour réduire, d'une part, leur dépendance à certaines technologies qu'elles ne maîtrisent pas assez, ce qui est le cas aujourd'hui, par exemple, sur des semi-conducteurs, ou réduire leur dépendance sur des terres rares et des minerais critiques, parce qu'il y a eu une politique chinoise de suraccumulation. Mais on peut y répondre sans être confrontationnel avec la Chine, mais en l'assumant.

Le vrai point pour que cette résilience soit efficace, vous l'avez très bien dit, c'est qu'elle soit coopérative. C'est là où le G7 est important, et tout le dialogue sur les déséquilibres mondiaux macroéconomiques est clé, le rapport le montre bien. La discussion qu'on aura demain, y compris avec la Chine, est importante et qu'on aura en G7. C'est qu'il peut y avoir une réponse de court terme qu'on a vécue dans la période Covid, qui était aussi un sujet de résilience, qui est non coopérative, y compris au sein du G7. Quand certaines grandes puissances nous ont coupé l'accès à des intrants dont on avait besoin pour nos vaccins, voire à des vaccins, on était très mal. Et on a réussi, heureusement, en Européens, à reconstruire notre résilience. Mais penser la résilience de manière coopérative en G7 est clé, et c'est exactement pour moi l'agenda. On a une bonne déclaration, là, sur la question terres rares, minerais critiques, qui est coopérative en G7, non confrontationnelle, mais qui est aussi coopérative avec le G7+, parce qu'on a embarqué dans cette stratégie l'Inde, la Corée du Sud, le Kenya, le continent africain, et le Brésil. Ça offre une plateforme aussi de coopération à ce que vous avez appelé les autres, c'est-à-dire beaucoup de pays du Sud.

Dans cette approche de résilience, il y a un vrai pacte à repenser, par exemple Europe-Afrique, où l'Afrique a beaucoup des réponses de nos dépendances, mais elle veut aussi sortir d'une logique qui est uniquement prédatrice, où elle dit, au fond, les minerais critiques ou les terres rares, vous allez les prendre chez nous et les exploiter chez vous ou les accumuler chez vous, qui a été un peu la politique chinoise des dernières décennies. Nous, on leur offre un partenariat qui consiste aussi à dire qu'on veut les aider à mieux les valoriser ou les valoriser au maximum chez vous pour monter dans la chaîne de valeur, créer des emplois chez vous et en même temps, d'avoir des partenariats qui nous permettent de sécuriser nos approvisionnements et nos chaînes de valeur. C'est exactement ce qu'on est en train de développer avec certains pays africains. C'est ce qu'on développe aussi avec des pays comme, par exemple, l'Indonésie sur les terres rares, ou ce qu'on a développé sur la filière nucléaire avec le Kazakhstan ces dernières années. Ça, on voit que c'est vraiment quelque chose qui peut permettre de renforcer la résilience de manière coopérative et qui est une bonne réponse à la conflictualité qui s'est installée, une politique un peu plus prédatrice. Ça, ça vaut donc pour terres rares et minerais critiques comme pour certains éléments de la chaîne de valeur.

L'autre élément d'agenda sur la responsabilité que vous avez évoqué, qui rejoint d'ailleurs l'agenda du L7 et du TECH7, c'est celui de la protection de nos sociétés, de nos démocraties dans l'évolution technologique. Ça, on va voir jusqu'où va la discussion, on n'est pas totalement aligné au sein du G7 sur ce sujet aujourd'hui. Mais je pense que nous, on assume une ligne qui, je crois, est celle que les démocraties développées doivent avoir, qui consiste à dire : on veut promouvoir l'innovation, on veut l'innovation chez nous, et on veut plus d'innovation. C'est exactement la politique que mène la France sur l'IA et le quantique. Donc, on attire des datacenters, on simplifie les règles, on accélère, on veut de l'attractivité, on finance, on forme des talents, on fait venir les plus grands investisseurs japonais, américains, etc. Mais on assume aussi d'avoir des règles qui protègent nos enfants quand on parle de réseaux sociaux, notre démocratie quand on défend un agenda de marquage de l'intelligence artificielle et de ses contenus, ou de cybersécurité et de protection de nos écosystèmes quand on ne veut pas que certains modèles très évolués d'IA ou de calcul quantique viennent complètement déstabiliser nos entreprises ou notre secteur bancaire.

Je crois que cet équilibre, c'est un équilibre qui est totalement tenable et c'est un équilibre qui est très important d'essayer de reconstruire au sein du G7 parce que je ne crois pas à un « Far West technologique ». Je pense que si le G7 coopère là-dessus, il a une réponse à la fois d'innovation technologique et d'innovation démocratique et sociale qui est aussi la seule alternative à ce qui est en train de se passer en Chine. Donc ça, c'est vraiment un agenda. La discussion sera plus ouverte. Sur minerais critiques terres rares, on a des conclusions et une déclaration qui, je pense, pourront être conclusives, avec vraiment, pour moi, un agenda qui va rentrer dans le dur. Sur ce sujet, je crois qu'on a une vraie convergence européenne. On a une convergence Europe-Asie. Avec la Corée du Sud et le Japon, vraiment, on converge, et avec le Brésil. Par contre, on a aujourd'hui une vraie discussion, pour rester pudique, avec les États-Unis d'Amérique. Donc, ça n'est pas l'agenda. Je pense qu'on va essayer en tout cas d'avancer dans ce sens. C'est tout ça, et je conclurai là-dessus, qui permet d'avoir un agenda de sécurité économique coopérative.

Au fond, c'est toute la trame qu'il y a derrière et qui est dans le rapport qui a été fait, dans la discussion qu'on aura demain, c'est au fond, quand on regarde le monde et qu'on dézoome un peu, notre monde aujourd'hui est percuté par des déséquilibres macroéconomiques. On a une Chine qui, post-Covid, a connu une accélération de production massive, qui est le fruit d'investissements, d'une très grande technologie, et il y a des choses vraiment admirables dans ce qui a été fait dans le modèle chinois, qu'il ne faut pas sous-estimer, mais qui est aussi le fruit d'une politique totalement non coopérative, parce qu'elle a décidé de surfinancer ses entreprises, de manière, je dirais, non conforme aux règles du commerce international et à la juste concurrence, et elle a laissé son marché intérieur s'effondrer. Donc, du coup, elle a besoin de pousser tous ses contenus à l'international, ce qui crée un déséquilibre. On a des États-Unis d'Amérique qui, aujourd'hui, ont des déficits, un triple déficit, un déficit des ménages, du secteur privé, un déficit gouvernemental et un déficit commercial massif, ce qui est un très gros déséquilibre. Elle pourrait y apporter une réponse par un dialogue et un réajustement au fond de sa politique macroéconomique avec la Chine et l'Europe, et elle apporte une réponse en mettant des tarifs, c'est-à-dire totalement non coopératif, et elle le fait avec la Chine et nous. La recette est pire, parce qu'elle recrée d'autres déséquilibres. Nous, on a un problème, c'est qu'on a un manque de compétitivité et d'investissement en Europe. Donc nous, si on veut rééquilibrer les choses, on doit avoir sans doute des mesures de meilleure protection de notre marché et de nos innovations par rapport à cette sur-concurrence chinoise tant qu'eux ne font pas leurs propres réformes. En même temps, on doit nous simplifier, être plus compétitifs pour se resynchroniser par rapport aux Américains, mais investir davantage, public et privé. On a un manque d'investissement sur le continent européen.

Donc si on n'arrive pas de manière coopérative à réajuster dans ce sens-là, je dis très mal ce qui a été beaucoup mieux écrit par Hélène Rey et ses co-rapporteurs, mais j'essaie de le dire avec mes mots, mais au fond, la discussion, elle doit permettre d'essayer de retrouver des mécanismes de coopération pour réaligner les choses dans ce sens et donc convaincre la Chine de dire : soyez plus réglo avec les autres entreprises et relancez votre marché intérieur, de dire aux Américains que les tarifs, c'était une super mauvaise idée, il faut les enlever progressivement et recoopérer et réintégrer nos chaînes de valeur. Et nous, Européens, de dire : il faut qu'on aille plus vite sur l'investissement et la simplification. Si on fait ça, on règle une bonne partie de nos déséquilibres internationaux et on répond à une partie de la sécurité économique et de cet agenda de manière coopérative. Voilà, pardon, je suis un peu long, mais je voulais répondre.

Samira IBRAHIM

Merci Monsieur le Président, vraiment vous nous avez aidés à mieux comprendre ce monde si perturbé, merci infiniment à tous les panélistes. Je vous invite à rejoindre votre place et je vais appeler les panélistes du second panel qui, lui, après avoir évoqué ces défis, justement, on va en parler : grands défis mondiaux et résilience des démocraties.

J'appelle Madame Juliette Marceaux du Youth 7, Madame Sarah Durocher du Women 7, Olivier Bruyeron du Civil 7 et Monsieur Jean-Luc Moudenc d'Urban 7. Merci de nous rejoindre. Alors, on va commencer par la jeunesse avec vous, Madame Juliette Marceaux, on va essayer de rentrer dans les temps parce que je ne veux pas me faire taper sur les doigts, même si tout cela est très intéressant.

Vous êtes tous passionnés évidemment, vous êtes co-présidente du Youth 7 créé en 2011. Pour l'histoire, le Youth 7 rassemble des jeunes du pays du G7, vous êtes secrétaire générale de l'institut Open Diplomacy. Vous avez eu un sommet, le thème était « combattre la policrise » en mai dernier et vous êtes également consultante au sein du cabinet The Arcane. Donc, vous avez évidemment travaillé et produit un texte. Et la question centrale chez vous, le défi central, c'est la démographie, vous allez nous en parler. Bonjour Juliette.

Juliette MARCEAUX

Bonjour Samira. Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, merci beaucoup. Je coprésidais, en effet, cette année seulement, le Y7. Merci tout d'abord, monsieur le Président, de nous accueillir ici et de nous écouter. Et merci de montrer ainsi que la France peut rester à l'avant-garde d'une diplomatie qui s'appuie sur sa société civile.

Je représente donc le Y7 qui est le groupe d'engagement pour la jeunesse et les générations futures, et je me permettrai d'insister sur les deux aspects puisque notre rôle est bien de représenter les intérêts des citoyens qui sont nés en 1996, mais aussi en 2026 et même en 2056. Et la discussion qu'on vient d'avoir montre bien que le G7, et c'est bien normal, peut être absorbé par ces crises, par ces problématiques d'actualité, et Dieu sait si ce que vous venez de dire est important.

Mais la mission qu'on se donne, nous, c'est d'essayer de mettre aussi sur la table et à l'agenda les sujets qui nous semblent structurants pour le G7 et qui nous semblent être des enjeux de long terme qui doivent d'urgence être adressés pour aussi utiliser un anglicisme. Cette année, c'est la trajectoire démographique des pays du G7 que nous avons voulu mettre à l'honneur, en tout cas, sinon à l'honneur, à l'agenda, puisque c'est un fait qui est simple, qui est commun à tous les pays du G7, qui avait été prévu même bien avant ma propre naissance. Et pourtant, nous voilà, nous sommes sur la pente irréversible du vieillissement de la population et on peine encore à mesurer les conséquences de ce phénomène, tant elles sont totales et profondes au niveau économique, au niveau politique, au niveau stratégique, au niveau culturel.

Et cette crise démographique, c'est peut-être ce qui fait peser la plus grave menace aujourd'hui sur notre prospérité et sur la cohésion de nos sociétés. La prospérité, évidemment, puisqu'on vient de parler d'investissement, mais rien que pour prendre l'exemple de notre pays, c'est quand même un quart des dépenses publiques qui sont absorbées par le vieillissement, ne serait-ce que dans les retraites, et c'est également le tiers des salaires. Sur la cohésion de notre société aussi, puisque le contrat social entre les générations est donc vicié. Nos systèmes ont été bâtis pour des majorités du présent et pas pour permettre à ceux qui les suivent de préparer l'avenir. La fracture intergénérationnelle que ça induit touche tous les pays du G7.

Je voudrais ici souligner l'enthousiasme et la détermination de tous nos homologues étrangers pour travailler sur ce sujet : les Japonais, les Italiens, évidemment, mais aussi les Américains et les Canadiens, dont on pourrait croire qu'ils sont moins concernés. Pas du tout. Le plébiscite autour de ce sujet, au sein de la jeunesse du G7, est stupéfiant.

Je vous invite vraiment à en tenir compte, puisque nous-mêmes, nous en avons été surpris. C'est donc dans cet état d'esprit qu'on a travaillé à une série de propositions qu'on a voulues les plus concrètes possibles. Je peux citer, sans entrer dans le détail, les plus symboliques : réserver l'endettement aux investissements d'avenir et en exclure les dépenses courantes, compléter les systèmes de retraite par répartition avec une logique de capitalisation, plus juste et plus durable, préserver les investissements d'avenir, notamment ceux de formation et d'éducation, dans un contexte de dénatalité, faciliter la constitution d'un patrimoine financier, mais aussi immobilier, à l'heure où la crise du logement touche les jeunes dans tous ces pays, sacraliser la formation tout au long de la vie, conditions aujourd'hui indispensables pour avoir des carrières épanouissantes.

Enfin, bien sûr, adopter les mesures qui ont prouvé une efficacité même relative en matière de natalité, et notamment celles qui soutiennent les femmes. Ces propositions, je le disais, on a voulu qu'elles soient les plus concrètes possibles. Néanmoins, nous savons bien que notre petite vingtaine de pages de recommandations ne contient aucune recette pour faire passer de telles politiques dans tous nos pays.

C'est pourquoi, Monsieur le Président, ce que je vous demande aujourd'hui est en fait beaucoup plus simple que ça. Ce qu'on vous demande, c'est de reconnaître à Évian le vieillissement démocratique comme un enjeu existentiel du G7.

Parce que le G7, ce n'est pas seulement un moment de discussion, de négociation et d'avancement des projets. C'est aussi un moment de visibilité pour les autres pays, mais aussi pour notre propre société. Nous vous demandons de reconnaître que tant qu'on refusera de s'y confronter, cette question nous empêchera de préparer l'avenir et nous dépossédera de la maîtrise de notre destin. J'aurais bien voulu vous parler de bouleversements géopolitiques, de transitions écologiques, de disruptions technologiques, et on a aussi beaucoup travaillé sur ces sujets-là, mais on ne pourra pas prétendre s'y attaquer sérieusement tant que les ressources dont on a besoin pour y faire face seront absorbées par les structures du passé.

Merci, Monsieur le Président, nous n'attendons aucune magie.

Mais par contre, nous pensons qu'on ne pourra rien faire si on ne commence pas par dire la vérité. Et à Évian, vous avez cette possibilité et donc cette responsabilité pour qu'on ne puisse plus continuer à s'enfoncer dans le somnambulisme qui sacrifie l'avenir au présent.

Si notre travail au sein du Y7 a eu une seule légitimité cette année, une seule vocation, c'est justement de vous donner la légitimité, une légitimité inédite pour vous emparer de ce sujet. Appuyez-vous sur nous, appuyez-vous sur nos travaux pour porter ce message pour la première fois dans l'histoire de ce sommet.

Je vous remercie.

Samira IBRAHIM

Merci infiniment, Juliette. Merci d'avoir respecté le temps. Aussi jeune et parler de vieillissement, mais on voit l'enjeu.

La parole est à vous, Madame Sarah Durocher. Vous êtes porte-parole du groupe d'engagement du collectif Women 7, créé en 2018. Il réunit plus de 260 organisations de 62 pays.

Vous êtes également présidente du Planning familial, et membre du HCE, le Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Vos travaux alertent sur les offensives anti-droit, anti-genre, ainsi que les mouvements ultra-réactionnaires. Vos recommandations sont en faveur d'un soutien et d'une protection plus renforcés des organisations féministes, la société civile également. Je vous laisse prendre la parole. Merci.

Sarah DUROCHER

Bonjour, Monsieur le président. Merci pour l'invitation. Et bonjour, Mesdames et Messieurs. En effet, je m'exprime aujourd'hui au nom du W7, qui ressemble à 300 organisations de la société civile féministe de plus de 62 pays à travers le monde. Je vous remercie de nous donner cet espace afin de partager notre expertise, nos constats, mais aussi nos recommandations sur les enjeux de genre.

Nous n'irons pas par 4 chemins. Nous faisons face à un backlash sans précédent. Ces attaques portées par des mouvements anti-droit, anti-choix, constituent un facteur important de déséquilibre géopolitique et un signal d'alerte démocratique majeur. Et les forces vives de la société civile, en première ligne pour combattre cette offensive mondiale, sont au bord de l'effondrement.

Partout où les droits des femmes et les associations féministes sont attaqués, et le planning familial en est un exemple flagrant, l'espace civique se referme, les politiques natalistes sont mises en place, le multilatéralisme est remis en question sur les régimes autoritaires prospères. Nous sommes des acteurs incontournables de nos sociétés. Sans association, les personnes les plus vulnérables perdent des refuges contre les violences sexistes et sexuelles, ou encore l'accès à des services sociaux essentiels comme la santé, les droits sexuels et reproductifs. Les citoyennes et citoyens perdent des contre-pouvoirs indispensables.

En 2019, sous l'effet de notre mobilisation conjuguée à l'action de vos équipes, l'égalité de genre était intégrée aux travaux du G7. Le fonds de soutien aux organisations féministes était créé, et la France annonçait une nouvelle diplomatie féministe. Nous ne sommes pas naïves, nous savons que la recherche de compromis a guidé les négociations et qu'aucune rupture majeure ne verra probablement le jour à Évian sur ces enjeux de genre. Mais alors une question demeure. Comment entendez-vous concrètement défendre les droits des femmes dans toute leur diversité dans ce contexte, dès maintenant et jusqu'à la fin de la présidence française ?

Chaque recul ou compromis à la baisse, c'est du terrain cédé à l'international réactionnaire que vous dénonciez de vos mots en janvier 2025. Il est donc urgent de reconnaître pleinement le rôle fondamental des organisations de la société civile, et en particulier des associations féministes, comme pilier de nos démocraties. Véritables remparts face aux dérives autoritaires et aux offensives anti-droit, elles constituent un contre-pouvoir indispensable pour faire progresser les droits humains et obtenir des avancées sociétales majeures. Les organisations féministes sont souvent les premières à alerter sur les attaques contre le droit des femmes et des minorités. Les ignorer, c'est ignorer les signaux avant-coureurs d'atteindre plus large à l'état de droit et aux principes démocratiques. Il est temps de reconnaître notre expertise et nous donner les moyens d'agir.

Les organisations féministes ne perçoivent que 0,13 % de l'aide publique au développement mondial. Face aux coupes budgétaires, les organismes de la société civile féministe, le Planning familial, mais plus généralement l'écosystème associatif français dans une situation intenable du fait des coupes budgétaires, notamment françaises au niveau national et international.

Alors que faire ? Premièrement, reconnaître et nommer le backlash dans tous les espaces internationaux, comme un facteur de déséquilibre mondial majeur. Deuxièmement, soutenir les associations féministes en France et à l'international. Cela implique de garantir des financements pérennes, prévisibles et à la hauteur des enjeux, quelles que soient les circonstances. La France doit préserver et renforcer le fonds de soutien aux organisations féministes, héritage majeur de sa présidence du G7 en 2019 et instrument central de sa diplomatie féministe, qui est actuellement en danger du fait des coupes budgétaires.

Sa pérennisation au-delà de 2027, accompagnée de ressources suffisantes et indispensables, la France doit également porter auprès de ses partenaires du G7 l'ambition de créer des mécanismes similaires afin de soutenir durablement les mouvements féministes à travers le monde. Troisièmement, garantir la présence des organisations féministes au sommet d'Évian à travers l'option d'accréditation. Nous sommes conscients que la présence de l'administration américaine donnera une année blanche pour les droits des femmes, des adolescentes et des personnes LGBTQIA+.

La responsabilité de la France est aujourd'hui de poursuivre et de renforcer son engagement dès aujourd'hui afin de préserver la dynamique initiée et d'assurer la crédibilité de ses ambitions féministes sur la scène internationale. À l'approche de la fin de votre mandat, la question de l'héritage que vous laisserez de la diplomatie française se pose. La France, qui a une tradition de défense des droits humains à l'international, ne doit pas se résoudre au silence sur le sujet de l'illégalité de genre. Je vous remercie.

Samira IBRAHIM

Merci infiniment, Madame Sarah Durocher. J'aimerais juste rajouter que vous avez joué un rôle actif dans l'inscription de l'IVG dans la Constitution française. Oui, il me semblait important de le mentionner également.

Monsieur Olivier Bruyeron, vous êtes président de Coordination SUD. C'est une coalition de plus de 180 organisations françaises de solidarité internationale, donc vous représentez le Civil 7. Vous êtes également au siège du Conseil d'administration de l'AFD.

Un message très important du Civil 7. Vous avez, évidemment, comme toutes les personnes ici, très engagées, beaucoup travaillé. Vous demandez, vous, un meilleur soutien, une prise en compte des pays les plus vulnérables, et notamment dans les secteurs essentiels comme la santé. Vous voulez également promouvoir et garantir le respect du droit international et les principes humanitaires. Et vous avez une requête très importante à adresser à Monsieur le Président de la République.

Olivier BRUYERON

Bonsoir, Monsieur le président de la République. Mesdames, Messieurs, bonsoir. Merci de nous recevoir aujourd'hui. Effectivement, je souhaiterais aborder deux points dans le prolongement du sommet Société civile qui s'est tenu vendredi dernier et qui a rassemblé plus de 180 personnes, représentantes et représentants de sociétés civiles issues d'une trentaine de pays.

Une mobilisation importante qui, je crois, témoigne de l'intérêt et des attentes portées au sujet de ce G7 qui se tiendra la semaine prochaine et qui comprend en particulier un sujet que vous avez porté, on vous en remercie, celui des partenariats internationaux et des relations Nord-Sud.

Alors, mon premier point, il comprend effectivement une demande et une proposition. Notre demande, joint celle qui vient d'être faite, et nous la formulons ensemble, c'est d'être présents à Évian la semaine prochaine à vos côtés. Pour mémoire, nous avons participé en France en 2019 à Biarritz, nous étions présents. Nous étions également présents à différents sommets du G7, dont celui du Canada, le plus récent. Et notre participation aujourd'hui est un marqueur, je le crois, de l'attachement et de l'engagement démocratique du pays hôte.

Pour les sociétés civiles qui étaient réunies vendredi dernier, notre présence ou notre absence, constitue un message adressé aux autres membres du G7 et à la communauté internationale. Elle rend compte de la place que la France entend nous accorder et des valeurs promues dans le contexte actuel de rétrécissement de l'espace civique dans beaucoup d'endroits, y compris au sein de pays du G7. Et donc, c'est un signal important et guetté par les participants et participantes à notre C7. Et donc, nous en appelons à un arbitrage auprès de vous à ce sujet.

Et ça s'accompagne d'une proposition, celle, en fait, de permettre également, à travers notre présence, de parler de manière distincte, mais en complémentarité avec vous, de termes et de sujets qui sont aujourd'hui un petit peu passés sous silence. Nous comprenons qu'il le soit au vu du contexte. Nous mesurons aussi tous les efforts qui ont été fournis et les avancées qui ont été obtenues, dans le cadre notamment du communiqué ministériel qui porte sur les partenariats internationaux.

Et néanmoins, il nous paraît aujourd'hui difficilement acceptable qu'un sommet organisé en France en 2026 ne puisse pas afficher les questions de climat, d'égalité de genre, affirmer le nécessaire respect du droit international, du droit international humanitaire, ou encore affirmer l'importance de renforcer les moyens d'action des sociétés civiles. Nous devons les porter, et nous pouvons le faire en complémentarité avec vous. C'est notre proposition.

Le second point que je souhaite aborder porte sur l'importance accordée par le G7 dans le cadre de la réflexion en cours sur la réforme du système de développement, à la fois aux populations et territoires en situation de vulnérabilité et aux sociétés civiles qui, souvent, agissent à leurs côtés. Au vu du communiqué ministériel, mais aussi au vu du contenu de divers événements qui ont précédé le G7, nous avons le sentiment que ces enjeux sont aujourd'hui dépriorisés et passent en second plan. Nous avons également l'impression que les reculs que nous observons depuis deux ans, notamment suite aux coupes budgétaires qui sont issus à 96 % de pays du G7, nous avons l'impression que ces reculs en matière de santé, d'éducation, de sécurité alimentaire, par exemple, ne sont pas suffisamment décrits et pas pris suffisamment en considération. Or, ces reculs vont vite, ils sont massifs.

Pour nous, vous le savez, le devenir des populations en situation de vulnérabilité, le respect de leurs droits et l'amélioration de leurs conditions de vie devraient être au cœur des politiques de développement. Et la société civile devrait figurer comme actrice clé du développement des solidarités et des États de droit. Nous attendons donc du sommet d'Évian qu'il clarifie ces éléments et qu'il confirme que ces nouveaux partenariats reposent avant tout sur la recherche de l'intérêt général et sur la volonté de poursuivre le développement humain.

Il y aura ensuite inévitablement la question du financement, car pour accomplir cet agenda du développement, il est nécessaire d'orienter tous nos efforts et nos moyens en ce sens, d'en mobiliser d'autres également, mais surtout de ne pas les baisser, contrairement à ce que nous observons depuis deux ans en France et au-delà.

Je vous remercie et j'ai le plaisir de vous remettre notre communiqué, qui détaille évidemment l'ensemble des recommandations que nous pouvons vous adresser en ce jour. Je vous remercie.

Samira IBRAHIM

Merci infiniment. Merci infiniment. J'espère que vous serez embarqués, enfin, on verra, Monsieur le Président nous le dira. Jean-Luc Moudenc, bonsoir. Vous êtes maire de Toulouse, président de France urbaine, le groupe d'engagement Urban 7, créé en 2016, qui rassemble des réseaux de collectivités territoriales et des villes. Le dernier sommet autour de la résilience des villes, s'est tenu à Nancy, les 3 et 4 juin derniers. Votre groupe d'engagement, Urban 7, porte cette idée de résilience urbaine. Je vous en prie, on écoute vos recommandations et vos propositions.

Jean-Luc MOUDENC

Monsieur le président de la République, bonsoir. Bonsoir à tous. Merci. À mon tour, je vous remercie d'avoir provoqué cet intéressant échange sur le fond et sur des sujets travaillés au niveau de la société civile, de manière à ce que le G7, que vous présidez, puisse s'en faire l'écho. Alors, nous, nous avons réuni la semaine dernière à Nancy, avec mon collègue Mathieu Klein, le maire de Nancy, nous avons réuni donc les villes, les grandes villes issues du G7, et nous y avons également associé des grandes villes des pays que vous avez cités, le Brésil, l'Ukraine, la Corée du Sud, le Kenya. Nous avons effectivement posé un certain nombre de sujets. On s'est rendu compte, d'ailleurs, que malgré la grande diversité de nos situations, on avait beaucoup de problèmes en commun, beaucoup de questions, beaucoup de projets en commun, et qu'au fond, sur des sujets qui sont fondamentaux pour le monde d'aujourd'hui et de demain, ces problèmes-là, ces enjeux-là, on les retrouvait dans nos grandes villes, dans nos grands ensembles urbains, les questions de sécurité, les effets du dérèglement climatique, la question du logement, la question de la cohésion sociale, la question de la démocratie, malade aujourd'hui.

Nous avons, en même temps, fait le constat que c'était dans nos grands ensembles urbains que se développaient des réponses à tout cela, des réponses à travers des projets très concrets, puisque nous avons l'avantage, de par la nature de nos responsabilités, d'être, à partir des principes, sur des réalisations de vie quotidienne. Donc, dans la mesure où ce sont les grandes villes qui, pour beaucoup, ont à la fois les problèmes et les solutions, nous avons adopté une déclaration solennelle, la Déclaration de Nancy, qui pose comme principe que nous devons être considérés par les États, pas simplement comme des exécutants mais aussi comme des partenaires stratégiques pour la mise en œuvre concrète sur le terrain, au quotidien, des politiques publiques sur un certain nombre de grands enjeux que j'ai cités.

À partir de là, le souhait que nous émettons, très logiquement, c'est que nous soient donnés les moyens juridiques, financiers, de donner une portée concrète à ces solutions et à ces projets, en particulier parce que les villes sont les moteurs des transitions : la transition écologique et énergétique, la transition numérique aussi. La déclaration de Nancy réaffirme avec force, et on entend bien depuis ce soir que c'est commun, finalement, à toutes les remontées des groupes d'engagement, avec force, sa foi dans la démocratie, parce que, justement, cette démocratie, elle est remise en cause, elle est attaquée, et nous, nous pensons qu'on ne peut pas développer ces projets-là sans une forte conviction démocratique. Cette conviction démocratique, d'ailleurs, elle va de pair, à la manière d'une gémellité, avec la notion de multilatéralisme. Nous avons réaffirmé, en même temps, notre forte volonté, qui, je pense, peut être un message intéressant pour certains membres du G7 que d'entendre notre foi dans le multilatéralisme.

Pourquoi ? Parce que la démocratie, nous la vivons à notre manière à nous, c'est-à-dire au quotidien, sur le terrain. Justement, à travers un tas de mécanismes de proximité, de participation citoyenne, de budgets participatifs, à travers tout cela, à travers tous ces outils, nous entretenons, nous revivifions, nous réanimons le lien de confiance qui, malheureusement, ici et là, s'est érodé. Donc nous demandons, nous, les grandes villes, à être considérées comme, parmi d'autres, gardiennes de ces valeurs-là, valeurs de paix, valeurs de dialogue, valeurs de respect mutuel, valeurs de démocratie, valeurs de pluralisme.

A partir de là, ce que nous souhaitons, c'est véritablement être intégrés comme partenaires des grandes politiques publiques, et le vœu que nous formulons, et j'en terminerai par là, sans être original par rapport à toutes celles et ceux qui se sont exprimés avant moi, c'est que dans les déclarations du G7, il y ait expressément la mention du rôle des grandes villes pour porter tout cela, c'est-à-dire une contribution concrète et fondamentale au relèvement de tous les défis globaux et les grands enjeux dont nous avons parlé, de manière à donner aux intentions politiques des déclarations du G7 une portée beaucoup plus concrète et une chance beaucoup plus forte de se traduire dans la réalité. Pas forcément en Corée du Nord, mais au moins dans les pays du G7.

Samira IBRAHIM

Merci infiniment, Monsieur le Maire. Merci infiniment à vous tous pour vos contributions. Monsieur le Président, je vous laisse répondre et conclure.

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup. Peut-être en remontant l'ordre de parole, ce qui a été dit sur le U7, enfin les grandes villes qui ont été associées aux travaux et qui le sont maintenant depuis 10 ans, je souscris à ce qui a été dit par Monsieur le maire de Toulouse, c'est exactement la démarche qui s'est engagée ces dernières années, à chaque fois que le multilatéralisme sur certains sujets freinait ou menaçait. Je veux ici saluer le rôle que les villes ont joué quand on a dû, en 2017, résister au premier coup de boutoir sur les accords de Paris. C'est par une alliance avec les philanthropies déjà et des acteurs privés et les villes qui ont permis de tenir. Donc moi, je suis totalement convaincu de ce que vous avez évoqué là, et évidemment, on reconnaîtra ce rôle dans ce qui est évoqué. C'est un des acteurs du multilatéralisme efficace que j'évoquais tout à l'heure de manière très claire, et on l'a vu sur les questions climatiques, parce que les villes, en particulier les métropoles, évidemment, sont des acteurs de gestion de la complexité de ces grandes transitions et ont à le mettre en œuvre.

Ensuite, sur la déclinaison de nos politiques, qu'il s'agisse de sécurité économique, de la décarbonation de nos économies, des mobilités, etc. Sans la coopération des villes et sans un agenda partagé, nous n'arrivons pas à le faire, on le voit très clairement dans nos politiques. On voit aussi, dans la coopération décentralisée qui existe au sein des pays du G7, combien ce modèle est fécond. Donc, vous avez mon engagement que, évidemment, ceci sera mentionné, mais surtout, on continuera l'effort.

Sur ensuite la demande qui a été faite, et je l'entends totalement. Alors, c'est vrai, je vais évidemment regarder à la suite de cette discussion, je pense que tout a été plus restrictif parce que le cadre est très différent. C'est vrai que le site, je parle sous le contrôle de nos élus et de Madame la maire, ce n'est pas Biarritz où tout était ouvert, où c'était une ville, pas une métropole comme Toulouse, mais quand même une ville de taille considérable. Là, on est sur un site qui est un peu isoleur, qui permet les discussions de qualité en retraite, mais qui, du coup, rend moins facile l'accès, en particulier, à la société civile. Néanmoins, moi, je vous ai entendus pour qu'on puisse aménager, justement, les voies et moyens que vous puissiez être présents et porter la voix que vous représentez. Donc, je vous remercie de ça.

Après, sur les demandes, je pense que vous savez où j'habite, si je puis dire. Je vais être très franc avec vous. J'ai à deux reprises sollicité la confiance des Français sur des engagements sur l'investissement international, l'investissement solidaire. Quand j'ai eu une majorité absolue, je l'ai mis en œuvre, j'ai fait voter des lois que plusieurs ont préparées dans cette salle, qui ont donné des trajectoires pluriannuelles qui correspondent à ce en quoi je crois et ce en quoi vous croyez. La démocratie, c'est la démocratie, même chez nous. Donc il se trouve que ce qui est sorti des urnes crée aujourd'hui un Parlement différent, avec une situation aussi de finances publiques qui est différente et qui fait que les compromis sont trouvés. Donc, est-ce que je vais vous dire que je suis très heureux, en effet, de ces réarbitrages budgétaires par rapport à des stratégies pluriannuelles auxquelles je croyais que je m'étais engagé ? Non. Mais je n'ai pas la totalité de la main démocratique, et c'est la vie démocratique précisément, et donc on doit la respecter. Ensuite, on a des contraintes de finances publiques dans tous ces pays qui existent. Donc je le déplore comme vous, c'est aussi pour ça qu'il nous faut être innovants, essayer de mobiliser, d'avoir de l'effet de levier.

Je distinguerais néanmoins des pays, par exemple, les Britanniques ou nous, et le gouvernement travailliste ne peut pas être suspecté, nous sommes affinitaires sur ce volet, qui, pour des raisons de finances publiques et parfois d'équations politiques, ont dû revoir leur trajectoire de pays qui, idéologiquement, veulent baisser la solidarité internationale. Je crois qu'il faut reconnaître que dans les autres pays, il y a au moins 5,5 pays du G7 où il y a une volonté idéologique qui n'est pas de baisser cette aide. Donc ça, c'est un débat qu'on doit avoir pour quand même réactiver les partenariats justement internationaux et défendre cet agenda. Mais vous savez où j'habite.

De la même manière, sur la question de l'égalité femmes-hommes ou des droits LGBT+, ou de tout ce que défend le Planning familial, vous savez aussi où j'habite. Si j'ai pris la décision de faire rentrer justement ce droit si important, cette liberté des femmes dans notre pays, dans la Constitution, c'était pour réagir à un choix constitutionnel qui avait été fait et qui a montré une fragilité. Vous avez eu raison, et je vous en remercie, de rappeler notre agenda de 2019. Alors, face à ça, c'est tout à fait vrai qu'il y a plein de déclarations où nos équipes, avec beaucoup de vaillance, reviennent à chaque fois pour, comme on dit, obtenir du langage. Il n'y a pas de consensus. Parfois, il n'y a pas que les États-Unis, si je suis honnête avec vous. Il y a aussi des ambiguïtés qui peuvent exister autour de la table. Mais nous, on le pousse à chaque fois, on essaie de l'obtenir. Après, est-ce que ça doit pour autant nous dire qu'on ne coopère plus sur le reste ? Non, il faut essayer d'avancer sur les autres sujets. Mais moi, je le déplore comme vous.

Alors qu'est-ce qu'on doit faire et qu'est-ce qu'on va continuer de faire ? D'abord, poursuivre les instruments qu'on a lancés ensemble, et vous l'avez très bien dit : il y a d'abord les initiatives qu'on a prises avec justement, là aussi, dans des logiques de solidarité, AFAWA, qu'on a mis en place avec la Banque africaine de développement, qu'on continue à pérenniser et qui est aussi un des projets de financements communs, et qu'on a avec la BAD. On a également le fonds de soutien, que vous avez évoqué. Moi aussi, je vais me battre pour que nous, on essaie de contribuer davantage, j'essaie de jouer de mon influence interne, mais aussi que les collègues qui y croient puissent y abonder, parce que je pense que notre devoir, c'est d'abord de porter les désaccords, et la France, vous l'avez bien vu, sur les questions de climat, de droit international, d'égalité femme-homme, on porte le désaccord avec nos partenaires américains. On dit : « on n'est pas d'accord là-dessus. » On va se retrouver autour de la même table, on sait qu'on ne peut pas avoir une déclaration commune.

Néanmoins, on le dit, on le défend dans les instances compétentes, et on doit en effet essayer au maximum de défendre les organisations qui portent cette cause et qui permettent que ces voix soient portées. Ça, vous l'avez dit, parce que ça ne peut pas être un effacement dans la sphère publique. C'est pour ça que ces deux instruments, au moins, qu'on avait conçus, sont importants. Je rappelle aussi qu'après ce G7, on avait coprésidé avec le Mexique, qui a organisé en France le forum Égalité, qui avait permis de relancer les choses. On va essayer aussi de repousser cet agenda à l'international, parce que, pour moi, il est très important et le *Gender Equality Advisory Council* se réunira aussi et on va essayer de pousser dans cette enceinte les choses.

Donc voilà, sur ces deux sujets, on est en résistance. Je pense qu'on va réussir à innover sur la partie investissement solidaire grâce à tout le travail qui a été fait en embarquant de nouveaux acteurs. Sur la question très clairement du droit des femmes, du droit des LGBT+, et de notre agenda, où nous, on va continuer de l'assumer, de défendre nos instruments, de défendre le financement des instruments qu'on a mis en place, mais on sait aujourd'hui qu'il y a eu ce que j'ai appelé, dans cette même salle, devant nos ambassadeurs, une internationale réactionnaire qui a décidé que ce n'était pas un bon agenda et qui le combat dans sa politique interne et dont les acteurs privés parfois le combattent avec toutes leurs influences. C'est là aussi où, ça, on ne laisse pas faire quand il s'agit de nos propres pays.

Voilà ce que je voulais répondre sur ce point et sur la volonté qu'on a d'avancer.

On va aller le plus loin possible dans la partie partenariat pour défendre l'agenda que vous évoquez et ne rien y céder et aussi sur la question évidemment des droits.

Au-delà de ce qui a été dit, je veux vraiment en tout cas vous dire qu'on va tout faire au-delà de ce G7 pour défendre cet agenda d'égalité de l'ensemble des associations que vous représentez et des initiatives à prendre. On a plusieurs autres pays qui sont affinitaires, qui ne sont pas forcément au G7, qui sont dans le G7+, qu'on a associés. Ce n'est pas un hasard. Le Brésil est très affinitaire de cette stratégie. On a beaucoup de pays asiatiques aussi qui le sont de plus en plus, et donc on va pousser cet agenda aussi dans les mois qui viennent.

Mais je pense qu'il ne faut pas le sous-estimer, et je ne le sous-estime pas non plus en Europe, parce qu'on voit ce qui est en train de se passer, et vous vous battez avec courage contre celui-ci. De là où je suis, je pérenniserai les instruments que nous avons mis en place et continuerai de défendre les droits qui correspondent aux valeurs de la République.

Je voudrais finir par vous, pas parce que c'est le moins important, mais parce qu'au fond, vous l'avez ouvert vous-même sur le long terme.

Je vous remercie de l'avoir dit comme ça, de l'avoir porté comme ça. Je suis ô combien convaincu.

J'étais ce matin en train d'inaugurer l'Institut du cerveau de l'enfant, dire justement que c'est les grands investissements pour nos enfants qu'on doit faire, mais quand on regarde le budget de la Nation, l'ensemble des comptes publics, ce ne sont pas les arbitrages de fait qu'on prend.

Et sans réactiver des débats politiques qui ont pu diviser dans notre pays, il n'a échappé à personne que quand, démocratiquement, on pose la question aux gens de savoir s'il faudrait un peu moins dépenser sur les retraites, quelles que soient les modalités, il n'y a pas d'accord aujourd'hui. Or, un pays qui vieillit, on ne peut pas tenir la promesse de dire qu'on va vieillir tous ensemble et on est pour que rien ne change dans l'entrée sur le marché du travail, que rien ne change sur la question d'une sortie du travail, et pour que les droits soient toujours les mêmes, ce n'est pas vrai. Les mathématiques sont assez simples, dans un pays où on veut, par ailleurs, être compétitif. On voit donc bien que, quelque part, collectivement, et vous l'avez très bien nommé en parlant d'une transition, tous les pays riches sont rentrés dans une phase de transition. Nous, on l'a connue l'année dernière pour la première fois, où on a plus de décès que de naissances. Notre solde naturel devient donc négatif. Alors, il faut évidemment avoir toutes les politiques qui accompagnent cela, lesquelles ne doivent pas contrevenir à l'égalité femmes-hommes et aux avancées qu'on a pu faire. Moi, je crois en un agenda nataliste, si je puis dire, égalitaire, progressiste. Il existe. C'est celui qu'on fait pour mieux accompagner les familles, pour reconnaître les droits des femmes, pour avoir aussi une égalité, justement, dans l'accompagnement des enfants, tout ce qu'on a fait.

Néanmoins, ceci doit être continué, mais on voit bien qu'on a beaucoup de nos démocraties qui continuent à perdre des naissances. Ce déséquilibre démographique que vous décrivez et qui va avec le vieillissement, on a donc à le saisir. Les réponses, c'est quoi ?

Les réformes, les transformations du pacte entre les générations. C'est une façon pudique et œcuménique de dire qu'à un moment donné, il faut savoir se dire : l'entrée dans le marché du travail, la sortie du marché du travail et l'équation entre les salaires et les retraites doivent être repensées pour accompagner le vieillissement et elles doivent progressivement évoluer.

C'est un choix, mais qu'il faut faire. Est-ce qu'on veut que les gens gagnent moins durant leur vie active pour financer des retraites au même âge ? Vrai choix, mais on va vous enlever du pouvoir d'achat quand vous êtes actif ou de la compétitivité, si c'est les entreprises qui payent. Ou est-ce que vous voulez rentrer dans un pacte qui consiste à dire : une fois retraité, on gagnera moins d'argent, parce qu'on va être retraité plus longtemps ? Ou est-ce que vous voulez dire : on va devenir retraité plus tard ? Voilà, c'est ça, à peu près, les termes de l'équation. Mais il faut les poser. Il faut les faire dans la transition, c'est-à-dire en se donnant du temps.

Après, il y a deux autres éléments qui sont importants. C'est la question de la place des migrations dans nos sociétés, parce que c'est celle qui contribue à de la démographie. On voit toutes les tensions que ça crée, tous les débats que ça crée dans nos sociétés, mais enfin, il faut la poser avec, là aussi, courage et discernement. Ça va avec ce vieillissement démographique, vous avez aussi dit démocratique comme moi, mais démographique que nous vivons. La place de la migration dans la durée doit se poser : qu'est-ce qui est accepté, qu'est-ce qui n'est pas accepté ? Mais à la fin des fins, si on n'a pas plus de population active, on ne peut pas garder le même modèle social, et la migration y joue.

Puis il y a le rôle de l'innovation technologique. Et l'intelligence artificielle, la robotique, à cet égard, va permettre de créer plus de valeur et donc d'améliorer l'adoption et son développement. Cette valeur peut permettre de financer le modèle social, en tout cas pour partie, et ça dépend [de] comment elle sera adoptée et [de comment] se diffusera.

Mais l'équation, c'est ça. Quel pacte entre les générations ? Quel consensus sur l'immigration ? Et quel consensus technologique et augmentation de la productivité et donc de la création de richesses dans nos sociétés pour pouvoir financer le modèle social ?

C'est en posant l'équation dans ce terme qu'on pourra y répondre. Si on ne la pose pas, ou en tout cas si on rejette tout, ce que parfois j'entends, c'est-à-dire : « non, non, on ne changera rien », la défense du modèle social serait un conservatisme qui ne voit pas le vieillissement. « Non, non, on est contre toute forme d'étrangers parce qu'on ne veut pas, le changement technologique nous fait peur » : il n'y a pas de réponse à l'équation. Si on fait les trois ensemble, il n'y a pas de possibilité d'appréhender le vieillissement de notre société. Ce ne sera pas possible. Il faut donc réussir et j'aime bien votre façon de poser cela. Toutes les sociétés démocratiques contemporaines, aujourd'hui, vivent un vieillissement de leur population.

Il faut réussir à penser, d'abord, quel est le consensus de ces sociétés. Ce n'est sans doute pas le même, d'ailleurs, entre toutes les nations du G7. Le Japon, par exemple, a un consensus très faible sur l'immigration. Mais il a un consensus très différent du nôtre sur le rapport au travail. Les gens travaillent beaucoup plus longtemps et ils adoptent beaucoup plus rapidement le changement technologique parce qu'ils ont intégré que c'était la seule réponse pour ne pas avoir d'immigration. Ils le posent comme tel et ils l'assument. Nous, on n'a pas totalement trouvé le modèle qui permettait de gérer la pérennité de notre modèle social et du mouvement continu du progrès social face à ce vieillissement. Vous l'avez très bien posé.

Donc, vous avez mon engagement qu'on le posera parce que c'est une question commune à tous les pays du G7. Je ne sais pas s'il y a une réponse unique des pays du G7. Je ne pense pas. Ça dépend des consensus de chaque pays. Ce dont je suis sûr, c'est qu'il peut y avoir des stratégies de coopération, et ça rejoint exactement l'équation qui a été posée tout à l'heure. C'est-à-dire que je pense qu'il y a une approche coopérative pour répondre à cette question. Par les coopérations en termes de technologies d'innovation, par exemple, mais aussi des rapports aux frontières quand on le pose dans cette équation du vieillissement.

Voilà. Je ne vais pas être plus long.

Je voulais vous remercier. Je voulais aussi remercier les groupes d'engagement qui n'ont peut-être pas pu monter sur la table. Il y a le Pride7 qui défend les droits LGBT+. On a aussi, évidemment, je l'ai évoqué, nos universités, nos scientifiques que j'ai eu l'occasion de voir, d'ailleurs, de manière spécifique quand ils sont réunis avec leurs collègues, parce que j'ai pu les voir dans des événements particuliers. Il y a aussi nos avocats, nos magistrats, et en fait, toutes les parties prenantes qui garantissent le bon fonctionnement de nos sociétés démocratiques.

Et ça, c'est un trésor, et je pense que le G7 permet l'avancée de ces différents sujets et est à cet égard important.

On est dans un moment qui n'est pas simple. Vous l'avez très bien traduit dans vos prises de parole. Ça dépend aussi des sujets, mais je pense que notre devoir, en tout cas, c'est dans cet esprit-là, moi, que je vais aborder ce Sommet, qui n'est pas l'alpha et l'oméga du G7, parce qu'il y a eu les segments ministériels, il y a vos groupes d'engagement, et puis il y a ce qu'on va continuer de faire avec vos groupes d'engagement et les rendez-vous du 2ème semestre. Mais je pense que, nous, notre devoir, c'est de ne rien céder à nos convictions profondes, de les défendre, de défendre notre agenda, par nos prises de position, par nos financements, tant qu'on peut les pousser, par la mobilisation et la visibilité qu'on donne à celles et ceux qui portent ces sujets. Puis que nous puissions aussi réussir à trouver du consensus pour avancer sur des sujets qui sont moins confrontationnels et créer ces éléments de coopération qui rendent ce G7 utile. Je pense que sur les grandes crises, comme sur les questions de partenariat ou de rééquilibrage du modèle macroéconomique, ce G7 devrait permettre d'avancer.

Donc la réponse en fin de semaine prochaine. Encore une fois, ce ne sera pas totalement fini, mais vous avez mon engagement pour cela, et on va continuer de se battre aussi sur des choses très concrètes, et les partenaires qui sont les vôtres depuis des années.

Je suis très heureux et je veux remercier Madame Nadia Murad d'être avec nous aujourd'hui, parce que dans le cadre du W7 et aussi du C7, elle porte beaucoup de sujets, mais avec sa fondation, elle porte aussi une voix du W7 du droit des femmes opprimées dans les théâtres de guerre, qui est aussi un sujet très important de notre diplomatie, sur lequel on continue à se battre, à s'engager, où il y a eu là aussi une volonté de retrait, de financement et de soutien. Avec sa fondation, la diplomatie française, évidemment, l'accompagne et continuera de l'accompagner, mais je veux lui dire aussi toute l'admiration que nous avons à son égard et à l'égard de toutes celles et ceux qui continuent de combattre sur cette question fondamentale.

Voilà, Mesdames et Messieurs, merci beaucoup.

Samira IBRAHIM

Merci infiniment Monsieur le Président.

Bon G7 ! Merci infiniment à vous toutes, Mesdames, Messieurs, pour vos contributions.

Merci infiniment à toutes les équipes également de l'Élysée et à toutes vos équipes, à leur préparation. Merci et bon G7 ! Et à suivre, affaire à suivre.

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup.